



Simon Lambert - Haytham-Réa

## ÉCOLOGIE POLITIQUE

# DIRE ADIEU À LA CROISSANCE

## “ Explorer de nouveaux modes de vie ”

En découplant le lien entre emploi rémunéré et activité, le revenu universel peut permettre de sortir de la logique productiviste et préparer la transition écologique.

**Croyez-vous à une raréfaction inévitable du travail ? Et pensez-vous que le revenu universel permettrait d'en prendre la mesure ?**

**Yannick Vanderborght** : Il faut être très prudent quant à ce type de prédiction. Au début des années 1960 déjà, un économiste américain

très influent, Robert Theobald, avait construit sa défense du revenu universel sur l'idée que l'automatisation permettrait de produire de plus en plus de biens avec de moins de travailleurs. Pourtant, si des emplois étaient détruits, d'autres étaient créés, notamment en raison des hausses de productivité rendues possibles par les avancées technologiques. Il n'est donc pas du tout certain que la révolution

numérique que nous traversons entraîne une inéluctable raréfaction des emplois, même si ce n'est pas exclu à moyen terme.

Plus que la raréfaction de l'emploi, ce qui est vraiment neuf, ce sont les profondes transformations du rapport au travail. Pour dire vite, il semble qu'on sorte progressivement du consensus que nous pouvons appeler « travailliste », qui veut qu'une vie accomplie soit nécessairement une vie « laborieuse », sur le modèle du travailleur à temps plein qui occupe un poste stable dans un même service ou une même entreprise pendant l'essentiel de sa vie active.

On voit se développer un goût prononcé pour une plus grande fluidité des parcours, en faveur d'allers-retours plus fréquents entre emploi classique et autres formes d'activité, qu'elles soient de formation, d'auto-entrepreneuriat, de bénévolat, de soins aux proches ou même de ressourcement individuel. Le revenu universel rend plus libre en facilitant ces allers-retours et offre ainsi une réponse logique à ces nouvelles aspirations.

**Isabelle Cassiers** : Même si la robotisation et l'essor de l'économie numérique entraînent aujourd'hui la destruction de nombreux emplois, il est difficile de faire des pronostics sûrs pour le long terme. En effet, à l'inverse de cette tendance, la concrétisation de valeurs qui pourraient éclore dans une ère post-croissance (durabilité, qualité, soin aux personnes, etc.) rendrait les processus de production beaucoup plus intensifs en main-d'œuvre.

Une question essentielle est celle de la répartition du travail entre les membres d'une société. Actuellement, certains travaillent jusqu'à l'épuisement tandis que d'autres sont sans emploi, certains sont libres de choisir leur emploi quand d'autres sont sévèrement contraints. Découpler emploi rémunéré et activité au sein de la société permettrait de libérer plus d'imagination dans la réponse aux défis écologiques et sociaux, d'explorer de nouveaux modes de vie. Sous certaines conditions, le revenu universel pourrait y concourir.



**Isabelle Cassiers,**  
professeure d'économie  
à l'université catholique  
de Louvain (Belgique)

D.R.



**Yannick Vanderborght,**  
professeur de science politique  
à l'université Saint-Louis  
à Bruxelles (Belgique)

D.R.

## Pouvez-vous définir le terme de post-croissance ?

**I. C.** : Le terme de post-croissance désigne pour moi un projet de société qui abandonne la croissance économique comme objectif premier, pour atteindre des finalités écologiques et sociales explicites. Pendant sept décennies, la croissance a été au cœur de notre pacte social et certains attendent encore d'elle qu'elle résolve tous les problèmes : pauvreté, chômage, inégalités, déficits publics. Or, aujourd'hui, loin de les résoudre, la croissance en crée d'autres, notamment écologiques. Il est urgent de reprendre l'examen de nos finalités et c'est bien ce que font les mouvements émergents.

L'économie collaborative ou de partage est une des pièces dont l'articulation avec d'autres peut conduire, à condition de ne pas la confondre avec la récupération dans un « capitalisme de plates-formes », à une société post-croissance. Une pièce parmi d'autres comme l'économie circulaire, permettant le recyclage systématique des déchets lors de la production des biens et services, et l'économie de fonctionnalité, qui substitue l'usage et la location des biens durables à leur possession individuelle. Ce sont divers moyens de réduire la production matérielle et son impact écologique.

**Y. V.** : L'intérêt massif dont bénéficie le revenu universel depuis quelques années s'explique notamment par le fait que la confiance en la croissance du PIB comme solution à tous nos maux s'effrite progressivement, à gauche comme à droite. D'abord, parce qu'il faut bien constater qu'en dépit d'une forte croissance depuis les années 1960, une bonne partie des habitants des pays industrialisés font face à une insécurité économique qui n'a pas diminué, au contraire. La croissance ne tient pas ses promesses, du moins de ce point de vue. Ensuite, ►

► parce que grâce à la prise de conscience des limites écologiques de notre planète, nous avons progressivement compris que la croissance exponentielle de la production n'était pas tenable si l'on ne prenait pas seulement en compte notre bien-être, mais aussi celui des générations futures.

Il faut donc réfléchir à des manières de rendre notre économie efficace et productive de façon soutenable. La réflexion sur le revenu universel ne nous invite pas seulement à sortir du schéma « travailliste », mais aussi du schéma productiviste. Parce qu'elle revient *de facto* à distribuer une partie de la richesse aux « non-producteurs » (en un sens économique étroit) et parce qu'elle favorise un partage souple du temps de travail, une telle garantie de revenu est un ingrédient indispensable – même si c'est loin d'être le seul – d'une société post-croissance. Que sa mise en œuvre et son financement par l'impôt impliquent une baisse du niveau de consommation matérielle de certains est à la fois indéniable et souhaitable.

### Le revenu universel s'inscrit-il dans l'ensemble de ces processus comme un outil passif prenant la mesure de la raréfaction du travail ou comme un levier de transition ?

Y. V. : Un outil passif, certainement pas, même si c'est à première vue paradoxal. On pourrait supposer qu'il permettra à un nombre grandissant de personnes, et plus seulement aux rentiers, de se complaire dans la passivité. Pourtant, le pari que font les défenseurs du revenu universel est inverse : la liberté ainsi conquise sera mise à profit pour se former, pour pratiquer des activités autonomes, pour relâcher la pression quand c'est nécessaire.

Les effets sur le « capital humain » seront positifs : plutôt que de s'obstiner à activer en permanence et de façon parfois aveugle une force de travail en voie d'épuisement (ce dont témoigne la multiplication des cas de *burn-out*), il s'agit de rendre chacun plus libre de s'investir pleinement dans ce qui compte réellement à ses yeux. Le degré de li-

berté que le revenu universel confère dépend de son montant. Mais même un montant relativement faible, par exemple de 500 euros par mois, offre de nouvelles opportunités puisqu'il peut être combiné avec un emploi à temps partiel choisi.

Il n'est donc pas étonnant que le revenu universel soit abondamment discuté et souvent défendu par les partisans de la transition écologique. Une fois mise en place à un niveau suffisant, cette mesure libère du temps et l'esprit. Comme le dit Philippe Van Parijs, c'est une utopie libératrice en un sens très particulier, car elle peut être mise au service des autres utopies, parmi lesquelles la transition écologique est peut-être la plus prometteuse... et la plus nécessaire.

I. C. : Le revenu universel pourrait constituer une des pièces dont l'articulation favoriserait un basculement vers la post-croissance. Il permettrait aux jeunes et aux personnes qui le souhaitent d'expérimenter et de développer des activités alternatives au modèle dominant, en leur assurant une sécurité d'existence qui les délierait partiellement d'une contrainte de rentabilité. Mais il importe de l'associer à d'autres mesures : il ne peut produire de miracles à lui seul. Appliqué dans une société consumériste, le revenu universel ne suffirait pas à relever les défis écologiques et sociaux.

Il s'agit de le combiner avec d'autres outils de gouvernance de la post-croissance : infrastructures appropriées notamment dans les domaines de la mobilité et de l'urbanisme ; fiscalité, subventions et réglementations guidant les choix individuels en matière d'habitat, de transport et de consommation ; simplification administrative pour les expérimentations de transition ; délégation de pouvoir au niveau des

territoires pour y favoriser l'initiative citoyenne... Peut-être faudrait-il lui préférer une allocation de transition écologique. Pour nous, la question reste ouverte.

■ Propos recueillis  
par Nairi Nahapétian

### ? EN SAVOIR PLUS

- **Vers une société post-croissance. Intégrer les défis écologiques, économiques et sociaux**, Isabelle Cassiers, Kevin Maréchal et Dominique Méda (dir.), L'Aube, 2017.
- **Basic Income. A Radical Proposal for a Free Society and a Sane Economy**, par Yannick Vanderborght et Philippe Van Parijs, Harvard University Press, 2017.